

tion du village est à prédominance canadienne-française alors que la population des régions rurales voisines est d'origine ukrainienne. On y est désormais témoin de disputes sur l'à-propos d'installer des indicateurs de rues bilingues, et sur un tas d'autres choses semblables. Ainsi la zizanie s'est installée au sein d'une communauté qui jamais auparavant n'avait connu ce genre de divergences. Et ce n'est pas là un cas isolé.

Mon but est uniquement de faire ressortir que toutes ces mesures qui ont été prises par le gouvernement du Canada et par le peuple canadien pour tenter de tenir compte des aspirations et des préoccupations des habitants du Québec ont été à l'origine d'une vive tension parmi les populations des autres régions du Canada.

Ces derniers jours, notre presse a publié des déclarations que je considère comme fort malencontreuses au sujet de la rupture des derniers liens qui nous rattachent à la monarchie. Je n'ai pas l'intention de m'étendre là-dessus ce soir, mais j'attire l'attention des honorables sénateurs sur le fait que, d'après moi, c'est précisément le genre de question que l'on ne devrait jamais soulever dans une situation comme celle où se trouve actuellement le Canada.

**Des voix:** Bravo.

**L'honorable M. Manning:** Lorsqu'on se met à soulever des questions aussi chargées d'émotion, on fait beaucoup de mal inutilement. Ceux qui veulent rompre les liens du Canada avec la Couronne n'y gagneront rien. Personne au Canada aujourd'hui n'est restreint d'aucune façon, ne voit son mode de vie modifié en quoi que ce soit du fait que, de par son histoire, notre pays a un long passé d'association à la Couronne. Ces liens sont du domaine de l'abstrait en ce qui concerne le Canada actuel et notre génération, mais ils sont reliés aux émotions, ils font vibrer une corde dans des millions de cœurs canadiens, et en tranchant ces cordes, ou en essayant de le faire, on crée des ressentiments, une réaction entièrement inutile car en ce faisant on n'a rien gagné du tout.

Cela me rappelle le principe auquel pensait le poète en disant:

Who steals my purse steals trash; 'tis something,  
nothing  
'Twas mine, 'tis his, and has been slave to thousands;  
But he that filches from me my good name  
Robs me of that which not enriches him,  
And makes me poor indeed

Il voulait dire, je pense, que personne ne s'enrichit quand il détruit la réputation de quelqu'un, mais on lui enlève un bien, pour lui, très précieux.

Par analogie, si les groupes minoritaires de ce pays, ou ceux qui sont indifférents à l'égard de la Couronne—et je n'ai rien à redire à leur attitude, c'est leur droit—s'imaginent qu'en débordant à des millions de Canadiens ce qui leur est tellement cher, ils font progresser leur cause, ils ont tout à fait tort. La rupture de nos liens avec la monarchie ne va pas les enrichir, mais, en fait, elle en appauvrirait d'autres. Ce n'est pas le moyen d'obtenir l'unité au Canada.

Je pourrais parcourir toute la liste. Par exemple, nous nous sommes trouvés en désaccord lors des conférences fédérales-provinciales sur la formule de renonciation. On ne peut accorder un privilège de ce genre à une partie du Canada et pas à une autre. On ne peut prétendre qu'il y a autant de différences fondamentales entre les diverses provinces canadiennes.

L'aide économique est un autre exemple. Je ne reproche pas au gouvernement de dépenser des deniers publics pour essayer d'améliorer les conditions économiques du Québec, mais je comprends que les habitants de ma province, et ceux de la Saskatchewan et de l'Ouest en général, s'en préoccupent vivement, et je suis sûr qu'il en va de même d'autres régions qui sont beaucoup plus jeunes que la province de Québec laquelle, riche en ressources et en expansion depuis plus d'un siècle, doit maintenant recevoir l'aide d'autres régions plus jeunes du Canada.

Je ne conteste pas le bien-fondé des mesures adoptées à cet égard, je signale simplement que la population des autres régions du pays a dû en payer le prix, émotivement, financièrement et autrement.

Si, après tout cela, nous pouvions ce soir avoir la certitude que les aspirations des Canadiens français du Québec et des autres Canadiens ont été satisfaites et que, de part et d'autre, on a trouvé sa place dans la structure révisée, tous les sénateurs diraient, j'en suis persuadé, que le prix n'en a pas été trop élevé. Mais l'ironie, c'est que nous ne pouvons pas dire cela. Pour être réalistes, nous devons reconnaître que nonobstant toutes ces mesures et toutes les autres que notre pays a prises pour répondre aux aspirations de la province de Québec en particulier, il n'y a pas grand-chose qui indique que le Québec soit plus heureux qu'il y a cinq ans au sein de la Confédération. En réalité, pour être tout à fait francs avec nous-mêmes, nous devrions peut-être admettre que le contraire semble plus exact.

Le danger, c'est la réaction que cette situation, si elle dure encore longtemps, pourrait entraîner dans d'autres régions du Canada. Dans cette conjoncture, si la province de Québec, lors de la conférence de juin, doit encore une fois être celle qui rejette la formule révisée et exige des modifications inacceptables pour d'autres régions du Canada, les conséquences de cette attitude pourraient bien être sérieuses non seulement pour la réforme constitutionnelle, mais aussi pour l'avenir de la Confédération elle-même.

Je vous avoue, avec une certaine réticence, que si quelqu'un m'avait dit, il y a cinq ans quand j'étais premier ministre de l'Alberta, que la Confédération était menacée d'éclater, j'aurais dit: Mais, vous raisonnez tout de travers! Je n'aurais tout simplement pas cru à un danger réel. Je ne peux pas en dire autant ce soir, car je crois que le danger existe. Nous nous cachons la vérité et nous refusons de voir le danger dans toute sa réalité.

Pour ces raisons, il faudrait, à mon avis, tenir quelques conférences constitutionnelles où les gouvernements participants auraient une plus grande responsabilité. Certes, le gouvernement et le peuple du Québec assumeront une responsabilité toute spéciale vu les événements à la suite de l'accord de 1964 qui a fini par échouer pour les raisons